RÈGLEMENT

MONTGOMERY COUNTY PUBLIC SCHOOLS

Sources connexes : BLB, IGS, IGT-RA, ILA-RA, IQB-RA, JFA, JFA-RA, JGA, JGA-RB, JGB-RA, JHF, JHF-RA, KBA-RA

Bureau responsable : Division of Technology Services, Division of School Leadership and Improvement, Division of Teaching and Learning

Appareils portables personnels

I. OBJECTIF

Établir des procédures pour la possession et l'utilisation d'appareils mobiles personnels par les élèves de Montgomery County Public Schools (MCPS).

II. DÉFINITION

- A. Aux fins du présent règlement, un *appareil mobile personnel* (PMD) présente trois caractéristiques distinctives :
1. MCPS ne possède ni ne remet l'appareil.
 2. L'appareil a la capacité d'obtenir une connexion Internet, Wi-Fi ou cellulaire pour envoyer et recevoir des données.
 3. L'appareil a la capacité de capturer du son et des images/vidéos. Les appareils mobiles personnels incluent, sans toutefois s'y limiter, les téléphones portables, les liseuses électroniques, les montres intelligentes, les tablettes, les technologies portables, les enregistreurs vidéo et audio et les appareils de jeu qui répondent aux trois critères.
- B. Le *chef d'établissement/représentant* est l'administrateur responsable d'une école ou d'un service, le cas échéant.
- C. La *propriété de MCPS* signifie toute école ou autre installation de MCPS, y compris les terrains appartenant ou exploités par MCPS, les autobus et autres véhicules de MCPS, ainsi que l'installation et/ou les terrains où ont lieu les activités de MCPS auxquelles les élèves participent.

- D. La *journée scolaire* commence à l'heure à laquelle les élèves arrivent et prend fin à la sortie d'école. La journée des élèves comprend également des activités parascolaires et extrascolaires parrainées par MCPS ainsi que d'autres heures d'enseignement pour les élèves participant à des programmes d'enseignement en prolongement de la journée ou de l'année.

III. CONTEXTE

La loi fédérale sur la protection des enfants sur Internet (CIPA) exige que les écoles mettent en place des mesures de protection pour limiter l'accès des mineurs aux contenus Internet préjudiciables. Les appareils mobiles personnels à l'école – capables d'obtenir indépendamment une connexion Internet, Wi-Fi ou cellulaire pour envoyer et recevoir des données – contournent les mesures de protection de MCPS et ne font pas partie des efforts de MCPS pour limiter l'accès des mineurs et la transmission de contenus préjudiciables par des moyens technologiques.

Par ailleurs, outre l'utilisation à des fins éducatives légitimes pour l'enseignement, l'utilisation par les élèves du contenu Internet et des réseaux sociaux au cours de la journée d'études peut perturber l'enseignement et l'apprentissage des élèves. Établir l'heure, le lieu et la manière dont les élèves peuvent utiliser leurs appareils personnels est une stratégie visant à préserver l'intégrité du processus d'enseignement et d'apprentissage de MCPS en imposant des restrictions raisonnables et adaptées à l'âge sur l'utilisation par les élèves d'appareils mobiles personnels sur la propriété de MCPS.

IV. ADMINISTRATION DU SYSTÈME

- A. Conformément à la loi fédérale, MCPS utilise le filtrage et d'autres mesures technologiques pour limiter la capacité des élèves à accéder à du contenu Internet préjudiciable.
- B. Les élèves comprennent que tout équipement appartenant à MCPS, au réseau de MCPS, et au compte MCPS du réseau auquel l'élève a accès, sont la propriété de MCPS, doivent être utilisés uniquement à des fins pédagogiques et peuvent être contrôlés, enregistrés et archivés.
- G. MCPS surveille et se réserve le droit d'enquêter sur tous les appareils portables personnels et leur activité sur le réseau MCPS.
- D. L'utilisation d'un appareil mobile personnel d'une manière qui perturbe le réseau ou les opérations de MCPS est interdite aux employés et aux élèves. Les élèves et les employés peuvent être sanctionnés pour l'utilisation d'un appareil mobile personnel pour modifier des dossiers, détruire des biens électroniques ou pour d'autres infractions disciplinaires pertinentes.

V. RESPONSABILITÉ/RESPONSABILITÉ CIVILE

MCPS n'assumera aucune responsabilité pour la perte, le vol, ou les dommages d'un appareil, ou pour l'usage non-autorisé d'un appareil mobile personnel.

VI. PROCÉDURES – APPAREILS MOBILES PERSONNELS DES ÉLÈVES SUR LA PROPRIÉTÉ DE MCPS

A. Possession d'appareils mobiles personnels

1. Les élèves peuvent posséder des appareils mobiles personnels sur la propriété de MCPS et lors des activités parrainées par MCPS.
2. Les élèves utilisant un appareil mobile personnel pour envoyer ou recevoir des données sur la propriété de MCPS sont tenus de se conformer aux exigences énoncées dans la loi, les politiques du conseil, les règlements et règles de MCPS (ci-après dénommés « règles de MCPS »).
3. Les appareils mobiles personnels peuvent être confisqués par les autorités scolaires s'ils sont utilisés d'une manière incompatible avec les règles de MCPS, comme indiqué dans le règlement MCPS JGB-RA, *Fouille et saisie*.

B. Utilisation autorisée des appareils mobiles personnels

Les élèves sont soumis aux règles suivantes concernant l'utilisation des appareils mobiles personnels sur la propriété de MCPS. Les élèves sont responsables de s'assurer que leurs appareils portables sont éteints et maintenus hors de vue pendant les périodes d'utilisation non autorisée.

- {1. Le pouvoir discrétionnaire des chefs d'établissements/délégués d'autoriser l'utilisation des appareils mobiles personnels est le suivant :
 - a) Les chefs d'établissement ont le droit de suspendre de façon temporaire l'usage des appareils portables personnels sur la propriété de MCPS si l'utilisation de ces derniers n'est pas conforme avec la réglementation de MCPS.
 - b) Les chefs d'établissement peuvent autoriser l'utilisation à des fins pédagogiques en collaboration avec l'équipe de direction de l'école.
 - c) Le Département de l'Éducation de l'État du Maryland interdit aux élèves et au personnel d'utiliser leur appareil personnel en situation

d'évaluation normalisée, car considérés alors comme un risque pour la sécurité de l'évaluation.

- i) Le règlement MCPS ILA-RA, *Évaluations à exigences de sécurité et de rapport*, précise certaines exemptions qui permettent aux élèves d'utiliser leur appareil mobile portable pendant une évaluation normalisée.
 - ii) Le chef d'établissement/délégué doit demander l'approbation du Department of Shared Accountability pour l'utilisation d'appareils mobiles lors d'une évaluation à exigences de sécurité et de rapport.
- d) Le chef d'établissement, en consultation avec le personnel de l'école, peut approuver l'utilisation d'un appareil portable personnel en guise d'aménagement pour un élève qui ne suit pas d'IEP ou de plan 504, sauf dans les cas où l'usage de cet appareil est restreint selon le règlement ILA-RA.
- e) Les chefs d'établissement doivent consulter la Division du leadership et de l'amélioration des écoles (DSL) et la Division des services technologiques (DTS) avant d'autoriser l'utilisation d'appareils qui ressemblent, mais ne répondent pas à tous les critères d'un appareil mobile personnel, tel que défini ci-dessus. Le DSL et le DTS collaboreront pour établir des lignes directrices pour les innovations commerciales dans les dispositifs de communication adaptés aux enfants qui peuvent ne pas répondre à tous les critères fonctionnels des appareils mobiles personnels tels que définis ci-dessus.
- f) Les chefs d'établissement doivent se coordonner avec la Division de la communication pour communiquer des informations publiques crédibles sur les incidents émergents de manière opportune et complète, comme indiqué dans le règlement KBA-RA, *Informations publiques*.

2. Utilisation dans le bus

Les élèves peuvent utiliser leur appareil mobile personnel lorsqu'ils se rendent à l'école ou à des activités parrainées par l'école dans les bus MCPS ou d'autres véhicules appartenant, exploités ou loués par MCPS, à condition que cette utilisation n'affecte pas le fonctionnement sûr du bus et soit conforme aux règles de MCPS.

3. Écoles élémentaires et collèges
 - a. Les élèves de l'élémentaire et du collège peuvent utiliser leur appareil personnel avant et après la journée scolaire.
 - b. Les élèves de l'élémentaire et du collège ne sont pas autorisés à utiliser leur appareil personnel pendant les périodes d'enseignement, les périodes de repas ou entre les cours/pendant la période de transition.
4. Lycées

Les lycéens peuvent utiliser leurs appareils personnels avant et après la journée scolaire, et pendant les périodes de repas des élèves.

VII. LIGNES DIRECTRICES POUR L'USAGE RESPONSABLE

- A. Les élèves doivent éviter d'utiliser la technologie d'une manière qui perturbe les activités des autres élèves et employés ou qui viole les règles de MCPS.
- B. Tout élève dont la conduite lors de l'utilisation d'un appareil mobile personnel viole les règles de MCPS est passible de mesures disciplinaires, conformément au *Code de conduite des élèves de MCPS*.
- C. La politique du conseil JHF, *Intimidation, harcèlement ou menaces*, interdit la cyberintimidation, y compris les fautes commises en dehors des locaux de MCPS qui peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires lorsqu'il existe un lien avec le milieu scolaire, que l'environnement pédagogique soit en présentiel ou en ligne ; la conduite engendre un risque de préjudice pour les autres élèves lorsqu'ils sont à l'école ; ou la conduite perturbe l'environnement éducatif.
- D. Les directives d'utilisation responsable établies par le règlement MCPS IGT-RA, *Responsabilités des utilisateurs de systèmes informatiques, d'informations électroniques et sécurité des réseaux*, s'appliquent aux élèves utilisant des appareils mobiles personnels sur la propriété de MCPS comme suit :
 1. Les élèves ont la responsabilité d'assurer que leurs appareils portables personnels soient gérés en permanence avec sécurité.
 2. Les informations ne peuvent pas être communiquées à l'aide d'appareils mobiles personnels dès lors qu'elles violent la vie privée d'autrui, mettent en danger la santé ou la sécurité des élèves ou des employés, sont obscènes

ou diffamatoires, perturbent les activités scolaires ou les opérations de MCPS, commettent une malhonnêteté académique ou violent la sécurité des systèmes informatiques de MCPS, des technologies associées ou des informations électroniques.

- a) La confidentialité de soi-même et des autres comprend, sans s'y limiter, la protection des renseignements personnels des élèves et des renseignements personnels des autres (y compris les notes, le numéro de téléphone fixe/portable, l'adresse postale et les mots de passe des utilisateurs).
 - b) L'interdiction de la malhonnêteté académique comprend, sans s'y limiter, le plagiat, la modification des dossiers des élèves ou la distribution des évaluations.
3. Les élèves doivent utiliser le réseau MCPS de manière productive, appropriée et à des fins scolaires.
 4. Les élèves ne doivent pas modifier ou supprimer les informations électroniques appartenant à d'autres.
 5. Ils doivent immédiatement signaler tout usage incorrect des outils de technologie.

Sources connexes :

Family Educational Rights and Privacy Act, 20 U.S.C §1232g ; Protection of Pupil Rights Amendment (PPRA), 20 U.S.C. §1232h, 34 CFR Part 98, (2000 and Supp IV 2004) ; Section 504 of the Rehabilitation Act of 1973, as amended, 29 U.S.C. Sec 794 ; Americans with Disabilities Act (ADA), 42 U.S.C. 12131 et seq ; Children's Internet Protection Act (CIPA), 47 U.S.C. §254(h)(5)(B)-(C), 254(l); Children's Online Privacy Protection Act of 1998 (COPPA), 15 U.S.C.6501-6505, 16 CFR Part 312; Public Information Act of Maryland, Ann Code of Maryland, General Provisions Article §§-101 à 4-601; Maryland Student Data Privacy Act of 2015, Ann , §4- Code du Maryland, article sur l'éducation, §4-131, 7-308 et 7-443 ; Règlements du Code du Maryland, §13A.03.02.03.B(8), §13A.06.05.02-.04, .06 et §13A.08.01.14 ; Maryland Digital Learning Standards, Maryland State Department of Education (MSDE), May 2019 ; Technology Education Standards : Grades 6-12, MSDE, January 2016 ; Health and Safety Best Practice Guidelines : Digital Devices, MSDE, July, 2019 ; International Society for Technology in Education Standards Administrators, Education Leaders, Educators, and Students

Historique de la réglementation : Nouveau règlement, 6 novembre 1992 ; révisé le 23 juillet 1997 ; révisé le 20 juillet 1998 ; révisé le 24 mai 2000 ; révisé le 16 octobre 2001 ; révisé le 15 août 2002 ; révisé le 11 juillet 2003 ; révisé le 22 décembre 2005 ; révisé le 12 juin 2007 ; révisé le 23 octobre 2012 ; révisé le 28 juin 2017 ; révisé le 2 mai 2022 ; révisé le 26 janvier 2024 ; révisé le 9 mai 2025 avec des mises à jour techniques des informations de l'annuaire qui entrent en vigueur le 1er juillet 2025.

DÉCLARATION DE NON-DISCRIMINATION DE MCPS

Montgomery County Public Schools (MCPS) interdit toute discrimination illégale basée sur la race, l'appartenance ethnique, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale, la religion, le statut d'immigrant, le sexe, le genre, l'identité de genre, l'expression de genre, l'orientation sexuelle, le statut de familial/structurel/parental, le statut matrimonial, l'âge, le handicap (cognitif, socio-émotionnel ou physique), l'état de pauvreté et le statut socio-économique, la langue, ou tout autre attribut ou affiliation protégés légalement ou constitutionnellement. La discrimination entrave les efforts de longue date entrepris par notre communauté pour créer, encourager, et promouvoir l'équité, l'intégration, et l'acceptation pour tous. Le Conseil interdit l'utilisation de langage et/ou l'affichage d'images et de symboles qui incitent à la haine et vraisemblablement susceptibles de perturber considérablement les opérations ou les activités de l'école ou du district. Pour plus d'informations, veuillez consulter la Politique ACA du Conseil d'éducation de Montgomery County, *Non-discrimination, équité, et compétences culturelles*. Cette politique affirme la conviction du Conseil que chaque élève compte, et en particulier, que les résultats éducatifs ne doivent jamais être déterminés en fonction des caractéristiques personnelles réelles ou perçues d'un individu. Cette politique établit également que l'équité requiert des étapes préventives d'identification et de redressement des préjugés implicites, des pratiques qui ont un effet disparate injustifié, et des obstacles structurels et pédagogiques qui entravent l'égalité des opportunités éducatives ou professionnelles. MCPS fournit aussi un accès égal aux scouts, garçons et filles, et à d'autres groupes de jeunes institués.*

R. La politique de l'État de Maryland stipule que toutes les écoles et programmes scolaires publics et financés par l'État opèrent conformément au :

- (1) Titre VI de la loi fédérale sur les droits civils de 1964 ; et
- (2) Titre 26, sous-titre 7 de l'article sur l'éducation du Code du Maryland, qui stipule que les écoles et programmes publics et financés par l'État ne doivent pas
 - (a) discriminer un élève inscrit, un élève potentiel, ou le parent ou tuteur légal d'un élève actuel ou éventuel sur la base de la race, de l'origine ethnique, de la couleur, de la religion, du sexe, de l'âge, de l'origine nationale, de l'état civil, de l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le handicap ;
 - (b) refuser l'inscription d'un potentiel élève, expulser un élève inscrit ou refuser des privilèges à un élève inscrit, à un potentiel élève ou au parent ou tuteur légal d'un élève inscrit ou potentiel en raison de la race, de l'origine ethnique ou de la couleur d'un individu, la religion, le sexe, l'âge, l'origine nationale, l'état civil, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le handicap ; ou
 - (c) discipliner, infliger une sanction ou prendre toute autre mesure de représailles contre un élève ou un parent ou tuteur légal d'un élève qui dépose une plainte alléguant que le programme ou l'école a fait preuve de discrimination à l'égard de l'élève, quel que soit le résultat de la plainte.**

Veuillez noter que les coordonnées ainsi que les exigences fédérales, étatiques ou locales en matière de contenu peuvent varier d'une édition à l'autre de ce document et remplacer les déclarations et références indiquées dans cette version. Veuillez consulter la version en ligne pour obtenir les informations les plus récentes à la page www.montgomeryschoolsmd.org/info/non-discrimination.

Pour toutes questions ou plaintes concernant la discrimination à l'encontre des élèves de MCPS***	Pour toutes questions ou plaintes concernant la discrimination à l'encontre du personnel de MCPS***
Directeur du service Student Compliance and Appeals Division of Equity and Organizational Development 850 Hungerford Drive, Suite 200, Rockville, MD 20850 240-740-3215 SWC@mcpsmd.org	Officier du service Human Resource Compliance Division of Human Resources and Talent Management Department of Compliance and Investigations 15 West Gude Drive, Suite B400, Rockville, MD 20850 240-740-2888 DCI@mcpsmd.org
Pour les demandes d'aménagement des élèves en vertu du paragraphe 504 de la loi de 1973 sur la réhabilitation	Pour les demandes d'aménagement du personnel en vertu de la Loi sur les Américains en situation handicap
Coordinateur de la Section 504 Division of Specialized Support Services, School Counseling Services Unit 850 Hungerford Drive, Room 257, Rockville, MD 20850 240-987-8031 504@mcpsmd.org	Coordinateur de la conformité ADA Division of Human Resources and Talent Management Department of Compliance and Investigations 15 West Gude Drive, Suite B400, Rockville, MD 20850 240-740-2888 DCI@mcpsmd.org
Pour les demandes de renseignements ou les plaintes pour discrimination sexuelle en vertu du titre IX, y compris pour harcèlement sexuel, à l'encontre des élèves ou du personnel***	
Le coordinateur Title IX Division of Equity and Organizational Development, Student Compliance and Appeals Student Welfare and Compliance 850 Hungerford Drive, Suite 200, Rockville, MD 20850 240-740-3215 TitleIX@mcpsmd.org	

*Cet avis est conforme à l'amendement de la Loi fédérale sur l'enseignement primaire et secondaire.

**Cette notification est conforme à la section 13A.01.07 des réglementations du Code of Maryland.

***Les plaintes pour discrimination peuvent être déposées auprès d'autres organismes, tels que : U.S. Equal Employment Opportunity Commission (EEOC), Baltimore Field Office, GH Fallon Federal Building, 31 Hopkins Plaza, Suite 1432, Baltimore, MD 21201, 1-800-669-4000, 1-800-669-6820 (TTY) ; Maryland Commission on Civil Rights (MCCR), William Donald Schaefer Tower, 6 Saint Paul Street, Suite 900, Baltimore, MD 21202, 410-767-8600, 1-800-637-6247, mccr@maryland.gov ; Agency Equity Officer, Office of Equity Assurance and Compliance, Office of the Deputy State Superintendent of Operations, Maryland State Department of Education, 200 West Baltimore Street, Baltimore, MD 21201-2595, oeac.msde@maryland.gov ; ou U.S. Department of Education, Office for Civil Rights (OCR), 61 Forsyth St. S.W., Suite 19T10, Atlanta, GA 30303, 404-974-9406 and TDD: 800-877-8339, OCR.Atlanta@ed.gov, 1-800-421-3481, 1-800-877-8339 (TDD), OCR@ed.gov, ou www2.ed.gov/about/offices/list/ocr/complaintintro.html.

Ce document est disponible sur demande dans d'autres langues et en format différent en application du *Americans with Disabilities Act* (Loi pour les américains atteints de handicap), en contactant le Department of Communications (Service de communication) de MCPS au 240-740-2837, 1-800-735-2258 (Maryland Relay), ou à l'adresse PIO@mcpsmd.org. Les individus nécessitant les services d'un interprète en langue des signes ou d'une translittération peuvent contacter le bureau MCPS des services d'interprétation au 240-740-1800, 301-637-2958 (VP) mcpsinterpretingservices@mcpsmd.org, ou MCPSInterpretingServices@mcpsmd.org.